

2
MEETING DE SOUTIEN
AUX RÉFUGIÉS

3
CONFÉRENCE DE PRESSE
DE FRANÇOIS HOLLANDE

4
INSCRIVEZ-VOUS SUR
LES LISTES ÉLECTORALES



L'ACCUEIL, POUR NOUS, C'EST OUI !

Le Parti socialiste s'engage et l'affirme. L'accueil des réfugiés, c'est oui. Parce que, face à une crise humanitaire inédite, les valeurs de la République sont en jeu. Parce que la fraternité, inscrite sur les frontons de nos bâtiments publics, ne peut être qu'un mot. Il est temps de passer aux actes. Le Parti socialiste a organisé un grand meeting de soutien aux réfugiés. Les villes socialistes s'engagent pour accueillir ceux qui vont venir en France. Nous ne pouvons pas rester de marbre face au désespoir qui frappe à nos portes. « *Nous voulons réveiller les consciences, nous voulons rassembler les cœurs solidaires* », dit Jean-Christophe Cambadélis. Le Premier secrétaire du PS plaide depuis plusieurs mois pour une conférence internationale, qui aborde la question des réfugiés sous tous les angles. Le Président de la République a proposé de l'organiser à Paris.

La France va accueillir 24000 réfugiés, car « *le droit d'asile fait partie de l'histoire et de l'âme de la France* », a insisté François Hollande. Face aux tergiversations de la droite, quand ce ne sont pas les outrances à l'image du maire de Roanne qui ne veut que des réfugiés chrétiens, la gauche, elle, affiche sa solidarité et porte haut ses valeurs.

AG
EN
DA

19 septembre 2015
Conseil national

24 septembre 2015
*Entretiens
de Solférino avec
Daniel Cohen*

L'ACCUEIL, « UN IMPÉRATIF MORAL »



Le cirque d'hiver était plein mardi soir pour le meeting de soutien aux réfugiés et aux villes solidaires organisé par le Parti socialiste. Plus de 200 villes ont déjà répondu à l'appel et s'organisent pour accueillir dans les meilleures conditions les milliers de réfugiés qui fuient la guerre.

Cet accueil est « un impératif moral », a rappelé Robert Badinter dans une intervention vidéo particulièrement applaudie. « Ces femmes, ces enfants, ces hommes plongés dans la pire détresse, nous avons envers eux des devoirs auxquels nous ne saurions manquer sans trahir l'idéal de tous les Républicains, et particulièrement des socialistes. Il s'agit de répondre à l'exigence de la fraternité humaine. »

Jinan Badel, jeune femme yézidie de 19 ans, a été l'esclave de Daech pendant trois mois. Son calvaire, elle l'a décrit dans un livre, et le raconte désormais en Europe. Un témoignage particulièrement émouvant. « J'ai été torturée, enchaînée, obligée de boire de l'eau avec des souris mortes. » Elle a parlé de toutes « ces femmes vendues sur le marché comme des légumes sur un étal », rappelant que plus de 3 000 étaient toujours captives. « Nous avons besoin d'une force internationale. La guerre n'est pas chez vous, mais elle n'est pas loin. N'attendez pas d'avoir des esclaves chez vous pour réagir. » De nombreux élus locaux socialistes

sont venus expliquer les élans de solidarité dont ils sont témoins dans leurs communes. Comme à Denain, dans le Nord : Anne-Lise Dufour Tonini a reçu des messages de peur, « mais aussi des témoignages de gens qui voulaient donner un coup de main ».

“
NOUS AVONS RENDEZ-VOUS CE SOIR AVEC LA DIGNITÉ. NOUS DEVONS TRANSFORMER CETTE ÉMOTION EN ACTES ET FAIRE BOUGER LA CONSCIENCE COLLECTIVE DU PAYS.
”

« Nous avons rendez-vous ce soir avec la dignité », a souligné Anne Hidalgo, exprimant le désir « de transformer cette émotion en actes, et de faire bouger la conscience collective du pays ».

Car cette histoire des réfugiés, « c'est notre histoire familiale, collective, c'est notre mémoire. » Pour la maire de Paris, « ce mouvement humanitaire fera date », et « Paris sera à la hauteur, mon pays sera à la hauteur de cet enjeu ». « Nous ne devons pas loucher cet

accueil, a abondé Pierre Cohen, président de la Fnesr. *Les réfugiés espagnols en 1936 ont été parqués dans des camps, ne répétons pas cette erreur.* « La question n'est pas le temps qu'ils restent, c'est comment les accueillir dignement », a ajouté Christophe Lubac, maire de Ramonville. En effet, « le travail d'accueil et d'insertion des réfugiés est complexe », a confirmé Alain Le Cleac'h, président de France Terre d'Asile. *C'est un vrai engagement, sur du long terme.* Et cet engagement nécessitera des moyens importants.

Jean-Christophe Cambadélis a décrit le malheur de ces gens obligés de fuir leur pays, insistant sur leur humanité, égale à la nôtre. « Ils marchent, ils laissent derrière eux des parents, des amis, des souvenirs, tout ce qui fait une vie. Ils marchent. Ils fuient la guerre, la violence, le viol, le gaz. Ils marchent. Ils sont des milliers, des dizaines de milliers, pour qui la vie s'est arrêtée parce qu'ils ont été bombardés par les uns et mitraillés par les autres. » Ils ne marchent pas « pour voler notre pain », mais pour « sauver leur peau ». Et nous, « nous avons décidé de dire simplement bienvenue. » Rappelant que notre pays est une terre d'asile, le Premier secrétaire a souhaité « retrouver la fraternité du peuple de France ». Appellant à l'union des humanistes pour faire face « à ce mouvement puissant de réfugiés dans toute l'Europe », il a rappelé que l'accueil n'était que le premier pas. « Au-delà, il y a l'action diplomatique, et militaire », pour agir dans les pays d'où viennent les réfugiés, et enfin mettre fin à la guerre. Il faut aussi agir pour les pays de premier accueil, Liban, Jordanie, Turquie. Pour tout cela, le Premier secrétaire a réitéré sa demande de l'organisation rapide d'une conférence internationale sur les réfugiés. Il s'est félicité que le Président y soit favorable, et ait proposé de l'organiser à Paris. Pour Jean-Christophe Cambadélis, ce mouvement de solidarité, initié par des citoyens, des maires, « va s'amplifier », et « il dépassera les frontières du parti socialiste et de la gauche ».

ASSURER DES CONDITIONS D'ACCUEIL DIGNES

Le défi migratoire actuel exige une réponse collective, humaine et solidaire. Ainsi, la France, conjointement avec l'Allemagne, plaide pour un mécanisme de répartition obligatoire et permanent des demandeurs d'asile. Sur les 160 000 réfugiés demandeurs que la Commission européenne souhaite répartir sur deux ans, la France s'est engagée à en accueillir 24 000. Les 9, 10 et 11 septembre, 1 000 personnes venues d'Allemagne et ayant obtenu le statut de réfugiés en France sont arrivées sur notre territoire.

Quelles sont les conditions d'un accueil digne pour ces femmes, hommes et enfants ? **Sur le plan logistique.** Dans l'objectif de permettre à ceux ayant obtenu le statut de réfugié d'entrer rapide-

ment dans un dispositif de logement pérenne, la France identifiera les demandeurs d'asile dans les futurs centres de contrôle et d'enregistrements (hot-spots), en Grèce, en Italie et en Hongrie.

MOYENS SUPPLÉMENTAIRES

Alors que les 275 centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) sont déjà saturés, ce malgré la création il y a trois mois de 9 500 places supplémentaires, il s'agira de dégager de nouveaux moyens administratifs et budgétaires et d'accroître les capacités d'hébergement. Parallèlement, un coordinateur national de l'accueil des migrants, en la personne du préfet Kléber Arhoul, aura pour mission d'aider les maires à mobiliser les locaux vacants. Une première réunion

de travail a eu lieu le 12 septembre. **Sur le plan humain.** Plus de 200 maires ont répondu à l'appel lancé le 3 septembre par Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, et par Pierre Cohen, président de la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains (FNESR), à prendre leur part, aux côtés des villes qui s'y sont déjà engagées, dans une grande mobilisation pour les réfugiés. Cet appel illustre le souhait profond d'honorer ce devoir de protection internationale. L'honorer sans condition, sans sélection. En rappelant que le droit d'asile est un droit universel et qu'aucun critère de sélection, ethnique, religieux, ne saurait être établi lorsqu'il s'agit d'accueillir des femmes, hommes et enfants qui fuient la persécution, la barbarie, l'extrémisme.

LE PRÉSIDENT FIXE LES PRIORITÉS



©AFP

« **D**es images, des événements, des situations frappent nos consciences. Il y a le Thalys, le patrimoine détruit à Palmyre, des réfugiés par milliers, le visage d'un enfant sans vie sur une plage. Enfant martyr, symbole des 3 000 réfugiés qui sont morts depuis quelques mois. » François Hollande a débuté sa conférence de presse en évoquant la « tradition d'accueil » de la France qui s'est engagée à recevoir 24 000 réfugiés venus d'Irak et de Syrie. « La France est disposée à prendre sa part », a-t-il précisé. Pour le Président, le problème doit également être traité

en amont. Ce qui nécessite d'abord « une aide humanitaire massive » en faveur des réfugiés dans les camps en Turquie, en Jordanie, au Liban.

Le chef de l'Etat a également annoncé le début de vols de reconnaissance au-dessus de la Syrie, « qui permettront d'envisager des frappes contre Daech ». Il a rappelé que Bachar El-Assad était « responsable » de la situation, et que la solution « ne passait pas par lui » : « Son régime n'a plus d'effectivité sur une grande partie de son territoire. Les vols de reconnaissance permettront de le confirmer. Et nous aideront à prendre des décisions » a affirmé François Hollande, rappelant que 200 frappes avaient eu lieu en Irak avec nos avions.

RÉUSSIR LA COP21

Le Président est revenu sur l'importance de la réussite de la Cop 21 en décembre à Paris : « S'il n'y avait aucune mesure substantielle prise, ce ne sont pas des centaines de milliers de réfugiés que nous aurions à accueillir, mais des millions de nau-

fragés du climat. Je ne dis pas cela pour noircir le tableau. La France devra montrer l'exemple là encore. » Il a insisté sur l'importance des engagements financiers à prendre pour les pays en développement, afin de les aider à diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre. La France va mener son offensive sur les 100 milliards d'euros qui ont été promis. François Hollande a détaillé les baisses d'impôts annoncées au mois d'août. Elles ne reposeront pas sur des déficits ou des taxes supplémentaires mais seront financées par des économies. Ces baisses concerneront 8 millions de foyers, et représenteront 2 milliards d'euros. Alors que Jean-Denis Combrexelle, ex-directeur général du travail, devait remettre son rapport à Manuel Valls, le Président a confirmé la préparation d'une réforme du code du travail. Sans revenir sur les 35 heures, ni sur le Smic et le contrat de travail, il a expliqué que la réforme devait « donner davantage de souplesse », en laissant notamment plus de place à la négociation dans les branches professionnelles.



INSCRIVEZ-VOUS SUR LES LISTES ÉLECTORALES

COMMENT S'INSCRIRE ?



SI VOUS N'ÊTES PAS INSCRIT
OU SI VOUS AVEZ DÉMÉNAGÉ



1

avec votre CARTE D'IDENTITÉ et
un JUSTIFICATIF de DOMICILE



2

RENDEZ-VOUS
dans VOTRE MAIRIE



OU

INSCRIVEZ-VOUS SUR :
mon.service-public.fr



VOTRE VOIX COMPTE

Les régions ont besoin de votre vote et votre quotidien a besoin des régions.